

# BULLETIN

## de la Fédération jurassienne

de l'Association internationale des travailleurs.

Ce Bulletin paraît le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois. On s'abonne auprès de M. Adhémar Schwitzguébel, graveur, à Sonvillier.  
Prix de l'abonnement: 4 fr. pour un an, 2 fr. pour six mois. — Pour l'étranger, le port en sus.

SONVILLIER, LE 8 JUIN 1872.

**Rapport du Comité fédéral Jurassien,  
présenté au Congrès annuel de la Fédération  
réuni au Locle, le 19 mai 1872.**

Compagnons,

La lutte ardente qu'aurait à soutenir notre Fédération jurassienne, lutte que nous pressentions tous au Congrès jurassien tenu à Sonvillier le 12 novembre dernier, n'a pas tardé à se manifester dans ses divers caractères et dans toute sa fureur. Lutte implacable de la réaction bourgeoise contre le socialisme révolutionnaire, mais revêtant chez nous un caractère d'hypocrisie qu'on ne lui connaît plus dans les autres pays.

Presque partout, dans les pays monarchiques, la réaction a elle-même arraché son masque et se montre aujourd'hui franchement l'ennemie irréconciliable des tendances nouvelles des classes ouvrières. Après la chute de la Commune de Paris, le signal paraît avoir été donné dans toute l'Europe et tous les gouvernements semblent vouloir rivaliser de zèle pour anéantir l'Internationale. Et cependant, malgré toutes les persécutions, l'Internationale, si elle souffre, vit toujours, et sa grande idée émancipatrice pénètre de plus en plus la conscience des peuples.

En Suisse, à part quelques complaisances de gouvernants à gouvernants, nous n'avons pas à nous plaindre des poursuites légales, mais notre bourgeoisie ne s'en montre pas moins l'acharnée ennemie de notre Association, et pour la combattre elle a recours à tous les moyens que met à sa disposition sa puissance économique: intimidation, persécutions, calomnies, hypocrisie et mensonges. Tout récemment, lors de l'agitation révisionniste, nous avons pu assister à un curieux spectacle; à entendre les libéraux et bourgeois de toutes les nuances, le bien-être moral et matériel du peuple devait être le résultat de la nouvelle Constitution fédérale. Or, étudions la vie de ces prôneurs des libertés populai-

res, cherchons-les dans leurs manufactures, leurs ateliers, leurs chantiers; là, le tribun populaire est remplacé par l'arrogant, ambitieux, vaniteux, râpace capitaliste, et celui qui, à l'assemblée populaire, votait pour l'élargissement des droits du peuple, signera l'instant d'après une pièce condamnant l'action des sociétés ouvrières.

Telle est notre bourgeoisie.

La lutte, non moins implacable, dont a à souffrir notre Fédération jurassienne, c'est la lutte engagée dans toute l'Internationale entre le socialisme autoritaire et le socialisme anti-autoritaire ou fédéraliste. Toute illusion serait désormais funeste, si la lumière ne se faisait complètement sur ce point important de notre histoire contemporaine. Dégagée de toute haine personnelle, la crise actuelle dans le sein de l'Internationale présente tous les caractères d'une guerre de principes, de laquelle dépendra pour une période plus ou moins longue, l'avenir de l'Association. — C'est le principe autoritaire appliqué au socialisme, et le principe d'autonomie et de libre fédération, qui sont en jeu, non seulement au point de vue de l'organisation préalable du prolétariat, mais encore en vue de toute son action politique. *L'Etat du peuple* (*Volksstaat*) et la *Commune libre* sont devenus les deux expressions pratiques de ces deux principes.

La Fédération jurassienne (alors une des moitiés de la Fédération romande) déjà avant la Révolution du 18 mars, avait adopté comme programme pratique la libre organisation des travailleurs par eux-mêmes dans les Communes libres, et la libre fédération, sur des bases internationales, de ces Communes, et comme moyen de réalisation elle ne reconnut que l'action franchement révolutionnaire, en dehors de tout compromis avec la bourgeoisie.

C'est cette attitude qui valut à notre Fédération d'être la première en butte aux attaques passionnées des hommes attachés au socialisme autoritaire.

Depuis le Congrès de Sonvillier, où nous eûmes l'audace de mettre en doute l'inaugurabilité du Conseil général, notre Fédération et ses plus dignes représentants ne cessent d'être outrageusement et d'une manière misérable, calomniés par le Conseil général et ses agents de tous les pays. Cette guerre

sourde, intestine, a pris un tel caractère d'animosité, que toute conciliation semble devenue impossible, et que, dans l'intérêt même de la cause ouvrière, nous ne devons plus chercher qu'à obtenir du Congrès général justice contre nos calomniateurs.

Tout homme ayant quelque peu de sens pratique, conviendra qu'une pareille situation n'est pas faite pour coopérer à la prospérité d'une Association.

Néanmoins la Fédération jurassienne s'est accrue, depuis le Congrès de Sonvillier, de 3 nouvelles Sections, Porrentruy, Fleurier et Lausanne ; et de nombreux groupes en France, n'ayant pu constituer une fédération française, nous ont envoyé leur adhésion.

Le fait le plus marquant qui caractérise l'histoire du mouvement ouvrier dans notre contrée, fait qui devait naturellement se rattacher aussi à l'histoire particulière de notre Fédération jurassienne, c'est l'agitation qui s'est manifestée dans l'industrie horlogère en faveur de la constitution des sociétés de métier et de l'augmentation des salaires.

Déjà au Congrès de Sonvillier, nous vous rendions attentifs à ce mouvement naissant; depuis il est devenu si général qu'on peut sans crainte affirmer qu'il a produit une grave crise dans notre contrée. En effet, le mouvement ouvrier ne s'était jamais jusqu'à présent affirmé d'une manière si générale et si positive, la bourgeoisie de nos contrées ne s'était pas habituée à la lutte entre le Travail et le Capital, elle était endormie sur un amas de préjugés sociaux; sitôt que les symptômes d'agitation se généralisent, nous voyons se produire la coalition de tout ce qui dans notre industrie se rattache au privilège. Tout récemment cette coalition a pris un caractère menaçant pour les sociétés ouvrières, si celles-ci ne savent pas, par une attitude digne, ferme, énergique, contrebalancer les funestes conséquences que peut avoir le pacte rétrograde conclu à la conférence des fabricants à Sonceboz.

Si nous en jugeons par l'esprit qui règne dans la classe ouvrière, les sociétés ne se laisseront pas intimider; au contraire elles poursuivront leur œuvre d'organisation et on peut prévoir le moment où, l'indifférence ayant disparu du sein de la classe ouvrière, celle-ci, puissamment organisée, pourra se garantir contre les prétentions des fabricants et poursuivre avantageusement son œuvre d'amélioration et d'affranchissement.

Nous n'avons cependant pas à nous faire illusion; ce mouvement n'a pas encore conquis le caractère d'internationalité que, sans aucun doute, nous désirions tous, mais il marque un sérieux et général réveil dans nos populations ouvrières.

Nous saluons donc l'agitation ouvrière qui se manifeste dans notre industrie, comme un fruit de

la propagande faite par les membres de la Fédération jurassienne au sein des Sociétés ouvrières dont ils font presque tous partie!

Un fait qui devait nécessairement venir à l'encontre de la propagande de nos principes socialistes, c'est l'agitation à laquelle nous avons assisté et produite par révision de la Constitution fédérale suisse. Nors n'avons pas à analyser ici quels sont les avantages et désavantages, pour l'avenir du peuple, du nouveau projet de Constitution; nous avons simplement à constater que la masse des ouvriers suisses s'est laissé entraîner dans ce mouvement, et qu'elle y sera entraînée aussi longtemps qu'elle n'aura pas sa conception politique, économique ou autrement dit socialiste-révolutionnaire à elle. — La Bourgeoisie libérale de toutes les nuances a su parfaitement exploiter l'ignorance, en matière sociale, du peuple suisse; selon ses intérêts, elle a su surexciter les passions populaires soit au nom du fédéralisme cantonaliste, soit au nom de l'Etat centralisé. Pour les classes ouvrières le danger est plus dans l'avenir que dans le passé. Malgré le rejet de la nouvelle Constitution, nous devons nous attendre à une nouvelle agitation en faveur d'une nouvelle révision fédérale. La guerre civile sera peut-être la conséquence déplorable de cette campagne, et cette guerre civile, si elle devait malheureusement se produire, serait d'autant plus funeste, que ce serait naturellement le peuple travailleur qui en supporterait toutes les terribles conséquences, sans aucun profit réel pour sa propre cause. Qu'importe à l'ouvrier l'Etat cantonal ou l'Etat central. Tant que la Bourgeoisie dominera économiquement le Peuple, elle sera son maître aussi politiquement et l'un et l'autre Etat seront la sauvegarde légale de ses priviléges. Le seul problème politique, duquel puissent sérieusement s'occuper les ouvriers, c'est la décentralisation absolue, non pas en faveur des Cantons, mais en faveur des Communes libres reconstituant de bas en haut la Fédération, non pas des Etats cantonaux, mais des Communes.

C'est cette nouvelle conception politique que nous devons faire pénétrer au sein du peuple suisse, si nous ne voulons pas que des guerres civiles, sans autre profit que celui des exploitants, ensanglantent la Suisse et paralysent l'action émancipatrice du Prolétariat.

Toujours l'Idéal, nous dira-t-on, et jamais la pratique immédiate. Superbe pratique politique, répondrons nous, que celle qui consiste à opposer en deux camps ennemis les populations laborieuses de la Suisse romande et de la Suisse allemande!

Notre pratique, à nous, peut être plus large, plus féconde que celle de m'importe quel praticien politique, si nous savons lui donner toute sa signification historique : c'est la consolidation, le dévelop-

pement des sociétés de métiers, des fédérations ouvrières, constituant ainsi, par le seul fait de leur libre organisation, en dehors de toute tutelle autoritaire ou bourgeoise, un monde nouveau, en opposition radicale d'intérêts et de tendances avec la vieille société. La conséquence indiscutable de cette tactique, c'est le progrès rapide de la conception et de l'initiative révolutionnaires au sein des peuples. C'est l'action rapide de la Révolution populaire substituée à l'action lente de la Réforme légale. C'est le vieux principe autoritaire tué par la Liberté.

Telle est la mission qui nous incombe fatidiquement, de par le développement des faits politiques et économiques, si nous voulons rester fidèles à notre drapeau.

Le Congrès du Locle saura certainement maintenir la Fédération jurassienne dans la voie que lui dicte le devoir, la dignité, l'honneur et aussi le sens pratique.

Vive l'Internationale !

Vive la Commune libre !

Vive la Révolution sociale !

Au nom du Comité fédéral jurassien,  
Le secrétaire-correspondant,  
Adhémar SCHWITZGUÉBEL.

Sonvillier, le 17 mai 1872.

---

Adresse des ouvriers du Jura bernois,  
en réponse à la Ligue des patrons.

---

L'adresse suivante a été votée dans une assemblée populaire d'ouvriers, tenue le 7 avril dernier à St-Imier, en réponse au pacte des patrons dont nous avons publié le texte dans notre numéro 6 :

A nos Concitoyens,

Tout récemment, à la suite d'une réunion qui eut lieu à Sonceboz le 7 avril dernier, Messieurs les fabricants d'horlogerie ont publié une déclaration condamnant d'une manière absolue toute initiative collective de la part des ouvriers.

A la suite de cette déclaration, les Comités des différentes sociétés ouvrières du Val-de-St-Imier provoquèrent une assemblée populaire ouvrière, qui prit la résolution d'exprimer publiquement l'opinion des sociétés ouvrières sur la crise que traverse actuellement notre industrie horlogère. Dans un moment de prospérité pareille à celle dont nous jouissons maintenant, il peut paraître curieux de parler de crise. Cependant, nous croyons ne pas nous tromper, en affirmant que réellement l'industrie horlogère traverse la crise la plus grave qu'elle ait subie. Cette crise, produite par l'organisation et

le développement des sociétés ouvrières, mérite l'attention sérieuse de tous ceux qui s'intéressent au bien-être de nos populations. — C'est le manque de connaissance de la situation actuelle qui est faite à notre industrie, qui produit tant de mauvais jugements sur les demandes d'améliorations faites par les ouvriers.

Nous déclarons tout d'abord que nous ne méconnaissions nullement les dangers qui peuvent résulter pour notre industrie de la crise actuelle. Ces dangers, s'ils doivent devenir des faits, seront nécessairement *les effets de la cause*. Si nous voulons donc chercher une légitimité quelconque à la situation actuelle, c'est donc à la cause que nous devons remonter, et dans le débat actuel, la cause ce sont les sociétés ouvrières. Prenons les faits.

Nous n'avons pas à insister longtemps sur ces faits, qui sont trop rapprochés de nous pour que chacun ne les ait pas présents à la mémoire. Durant la grande crise que traversa, à partir de 1859 et pendant plusieurs années consécutives, l'industrie horlogère, les salaires baissèrent considérablement.

*L'offre du travail* surpassait la demande, les ouvriers se présentaient dans les comptoirs, beaucoup avaient des familles souffrantes, le besoin se faisait sentir, il fallait travailler au prix offert par les fabricants ou souffrir ; l'organisation ouvrière était nulle ou tout au moins si peu développée qu'aucune lutte ne pouvait être opposée à la baisse générale. La fameuse *liberté individuelle* était pratiquée largement, le dénûment, la misère, pénétraient peu à peu dans les familles ouvrières. — Les fabricants, par contre, s'ils faisaient moins d'affaires et réalisaient moins de bénéfices, n'en continuaient pas moins de prospérer et de s'enrichir. Il est vrai que voyant les ouvriers souffrir, ils s'habituaient insensiblement à une douce domination qui est devenue, pour l'époque actuelle, une maladie morale pour eux.

Tel est le bilan général de cette époque de notre histoire.

Déjà à cette époque, et comme étant le fruit naturel du malaise général, se réveillait dans nos contrées la pensée ouvrière. Les dures expériences faisaient naître chez les ouvriers de salutaires réflexions. Chacun sentait bien qu'une organisation ouvrière sérieuse eût pu être un remède puissant à toutes les fâcheuses conséquences de la crise. Cette pensée, ce sentiment général commencèrent à se traduire en faits, et dès lors surgirent dans différentes branches de notre industrie des sociétés ouvrières de résistance. Ces sociétés, durant ces derniers temps surtout, prirent un développement considérable, et profitant de la situation exceptionnelle faite à la classe ouvrière par la reprise des affaires, complétèrent leur organisation intérieure et la fortifièrent au moyen de la Fédération.

Or nous le demandons à toute personne de bonne foi :

Peut-on faire un crime aux ouvriers de s'organiser alors que les fabricants eux-même se coalisent contre les ouvriers ? Peut-on également leur faire un crime de songer à améliorer leur position, soit par une augmentation des salaires ou une réduction des heures de travail, alors qu'il est bien constaté que chaque industriel, chaque commerçant ne manque jamais une occasion d'augmenter la somme de ses bénéfices ? Malheureusement, malgré toutes nos institutions républicaines, tous ceux qui jettent la pierre aux sociétés ouvrières en sont encore à considérer la classe ouvrière comme une espèce inférieure, n'ayant droit aux jouissances de la vie que d'une manière limitée d'après la conception et les intérêts des élus.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, parmi les adversaires des intérêts collectifs des ouvriers, personne ne songe à reprocher aux fabricants leur conduite durant la grande crise, tandis qu'on reproche avec une forte dose de fiel aux ouvriers de profiter de la situation actuelle pour relever les salaires.

Sans doute le parlementarisme joue un rôle bien secondaire dans les réclamations ouvrières, et nous désirons, pour l'honneur et le salut des sociétés ouvrières, qu'elles restent toujours préservées de la corruption du parlementarisme; mais puisque nous sommes attaqués sur ce point, nous nous permettrons de demander à Messieurs les fabricants quelles formalités ils employaient jadis pour aviser les ouvriers qu'ils avaient à subir une crise ?

Si les fabricants s'inspiraient de leur propre histoire, ils seraient plus modérés dans leurs accusations contre les ouvriers, de même que si au lieu de chercher des mots à effet ils étudiaient les faits, ils comprendraient que la fameuse *liberté individuelle foulée aux pieds par les sociétés ouvrières*, n'est au fond qu'une escobarderie au moyen de laquelle on veut tromper le peuple.

Quelle est la liberté individuelle de l'ouvrier, vis-à-vis du fabricant, alors que leur position réciproque est celle-ci : l'ouvrier, n'ayant comme moyen d'existence que son travail, qu'il doit vendre à celui qui veut bien l'acheter; — le fabricant disposant d'un capital, au moyen duquel il peut accaparer toutes les forces productives dont il peut avoir besoin. Ce ne peut plus être un contrat librement consenti qui détermine les rapports économiques de ces deux personnes, mais la force des choses qui met à la disposition du fabricant toute la personnalité de l'ouvrier. Telle est la réalité.

Lorsque les ouvriers au moyen de l'association, s'unissent pour sauvegarder leurs intérêts communs, ils ne font rien autre chose que de sauvegarder leur liberté contre l'arbitraire et la domination du patronat. Ils font mieux encore, sans se

douter de toute l'importance historique de ce fait : ils introduisent, dans les faits sociaux, un facteur non moins respectable que la Liberté — la pratique de la Solidarité humaine. C'est cet élément nouveau qui fera toute la puissance de la classe ouvrière, mais qui soulèvera aussi toutes les haines des privilégiés.

En fond du manifeste des fabricants, se trouve précisément une déclaration de guerre formelle à solidarité ouvrière. — Nous avons cru de notre devoir d'adresser à nos concitoyens ces quelques lignes, pour contribuer à bien caractériser la position actuelle. Nous pensons, en outre, que cet acte de notre part peut avoir quelque utilité ; il contribuera peut-être à faire tomber bien des fâcheuses préventions.

Que Messieurs les fabricants désormais, au lieu de s'unir pour contribuer au bien-être général de nos populations industrielles, mettent toute leur gloire, tout leur honneur, à paralyser, à détruire l'action des sociétés ouvrières, nous leur laisserons toute la responsabilité de leurs actes, et tous ceux qui dans la classe ouvrière sont pénétrés du sentiment de leurs droits, continueront le travail d'organisation et d'amélioration avec la pleine conscience de faire acte de bons citoyens !

Au nom de l'assemblée populaire du 7 avril 1872 :  
Le rapporteur,  
Charles CHOPARD.

Le gouverneur de Barcelone, par décret en date du 19 mai, a supprimé le courageux organe de l'Internationale dans cette ville, la *Federacion*, le plus ancien des journaux socialistes espagnols.

Cette nouvelle nous avait douloureusement frappés, et c'est avec plaisir que nous avons vu paraître pour remplacer la *Federacion*, un nouveau journal qui s'appelle *el Trabajo* (*le Travail*). Nous lui souhaitons bonne réussite dans sa périlleuse carrière.

On nous communique un grossier libelle qui s'intitule : *Les prétendues Scissions dans l'Internationale, circulaire privée du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs*. Ce document est daté de Londres, 5 mars 1872, et entr'autres signatures, il porte celle d'amis dont la bonne foi a dû être surprise, si réellement ces signatures sont authentiques.

Le rédacteur de cette *Circulaire* ne peut être que M. Karl Marx, dont la main se reconnaît infailliblement à certaines plaisanteries lourdes et à un style figarotin d'un fumet tout particulier. Nous ne lui faisons pas notre compliment de cette nouvelle œuvre, qui n'aura servi qu'à soulever contre lui le dégoût de tous les honnêtes gens.

Nous y reviendrons.